



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2650
17 mai 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

26 mai, aux élections européennes

Votez pour la liste Lutte ouvrière

conduite par **Nathalie Arthaud**
et **Jean-Pierre Mercier**



V. VIENNET

Militaires tués
Pour le profit
des industriels

Page 3

Chine - Iran
Les menaces
de Trump

Page 11

8, 9, 10 juin
La fête de
Lutte ouvrière

Pages 8 et 9

Contre le grand capital, pour faire entendre le camp des travailleurs, votez Lutte ouvrière!

À l'approche du vote pour le Parlement européen, le 26 mai, Macron et Le Pen montent un spectacle. D'un côté, les « progressistes pro-Europe »; de l'autre, les « anti-Bruxelles ». Mais ce qu'on nous présente comme un duel est en fait... un duo: les deux camps travaillent pour le même impresario, le grand patronat!

Quand les partisans de Macron parlent d'Europe sociale, c'est indécent, vu leur politique. Ne serait-ce que pour réindexer les retraites sur l'inflation, il a fallu des mois de contestation des gilets jaunes! L'Union européenne (UE) a été construite pour les capitalistes et les financiers. Elle n'a pas garanti de droits sociaux ni harmonisé les salaires. Aujourd'hui, dans les pays à l'est de l'Europe, le salaire minimum est inférieur à 500 euros; en Bulgarie, il est de 286 euros. Voilà l'Europe sociale dont parlent Loiseau, Macron ou encore le PS! Même sur le plan des droits des femmes, l'UE n'a pas imposé l'accès à l'IVG dans l'ensemble des États membres. Alors, les travailleurs ont de bonnes raisons de n'attendre aucun progrès social de l'UE.

Les bateleurs souverainistes ne valent pas mieux. En faisant de l'UE la cause de tous nos maux, ils exonèrent l'État et les capitalistes d'ici. Ce sont pourtant des gouvernements français qui ont offert sur un plateau les autoroutes et maintenant le réseau ferré aux groupes privés, et voudraient poursuivre avec Aéroports de Paris. Sarkozy, Hollande puis Macron se sont tous attaqués aux droits des salariés. Ce sont des gouvernements français qui sont à l'origine des déserts médicaux, des fermetures de maternités et de la pénurie criante de moyens dans les hôpitaux. Et, après tant d'attaques contre les classes populaires, le gouvernement prépare une nouvelle offensive contre les retraites. Tout cela, sous la dictée non pas de l'UE, mais des capitalistes les plus puissants du pays, les Arnault, Pinault, Peugeot, Mulliez ou Bettencourt.

Les salaires bloqués, les petites retraites, la généralisation des contrats courts et de la précarité, des fermetures d'usines et de magasins : ce n'est pas l'Europe, mais les capitalistes bien français. Or Le Pen et sa liste RN ne les

ciblent jamais. Ils s'en prennent en revanche aux migrants, ces damnés de la terre qui, pour échapper à la dictature, aux bombes ou à la faim, franchissent la Méditerranée au péril de leur vie. Ils proposent aux pauvres de s'attaquer à plus pauvres encore! Alors, pour les travailleurs, voter Le Pen-Bardella, c'est se tirer une balle dans le pied.

Quant à s'abstenir, cela revient à se taire et à laisser d'autres parler à sa place. La seule possibilité pour les travailleurs de faire entendre clairement leurs exigences est la liste que présente Lutte ouvrière. Conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, elle veut faire entendre les exigences du monde du travail. Ses candidates et ses candidats sont tous des travailleurs, salariés ou retraités. Ils ne font pas une carrière politicienne. Ils défendent leur classe sociale, contre celle des capitalistes.

Pour mettre fin au chômage total ou partiel de six millions de travailleurs, la liste Lutte ouvrière milite pour l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire.

Pour que chaque fin de mois ne soit pas une galère, il faut augmenter massivement les salaires, les retraites et les allocations, et les indexer sur les prix. Aucun salaire ne devrait être inférieur à 1800 euros net.

Il faut abolir le secret des affaires, qui permet aux capitalistes de justifier les opérations les plus scandaleuses. Les mastodontes de la distribution Auchan et Carrefour veulent aujourd'hui supprimer respectivement 700 et 3000 emplois? Eh bien, qu'on regarde de près ce qu'ils ont empoché ces dernières années et on verra que l'argent existe pour maintenir ces emplois. Il faut que les travailleurs, les usagers et les consommateurs puissent contrôler les comptes des entreprises et des plus riches.

Les travailleurs doivent avoir leur politique et leur parti. Les élections ne peuvent changer les choses, mais elles permettent de se regrouper derrière un programme.

Le 26 mai, pour faire entendre aujourd'hui le camp des travailleurs et préparer les nécessaires luttes de demain, votez et faites voter Lutte ouvrière.

Au sommaire

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

La liste Lutte ouvrière en meeting 4



Arlette Laguiller: « Le capitalisme n'est pas l'avenir mais le passé » 4

Ghislaine Joachim-Arnaud: « Des fortunes construites par le trafic d'esclaves » 4

Jean-Pierre Mercier: « Arnault, Pinault et leurs milliards » 4

Nathalie Arthaud: « Pour un parti communiste révolutionnaire » 4

Campagne télévisée: certains sont plus égaux que d'autres 5

Plus équitable que ça... 5

Meetings 5

Paroles de candidats 5

LEUR SOCIÉTÉ

Otages: l'impérialisme alimente le terrorisme 3

Gilets jaunes: les raisons de la colère demeurent 3

Police: violences et impunité 3

Fêtes régionales 3

Privatisation d'ADP: un référendum poudre aux yeux 6

Barrages: l'hydraulique pour arroser le secteur privé 6

Dieseltgate: Renault comme les autres 6



Notre-Dame: reconstruction sur ordonnance 7

Lycée Bonneveine - Marseille: enseignants et employés en colère 7

Manuels numériques: progrès ou politique d'économie? 7

Procès Balkany: un élu de haut vol 12

Lure: contre l'expulsion d'une famille 12

Pôle emploi et les besoins en main-d'œuvre 12

Samedi 25 mai: Vive la Commune 13

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Le programme 8 et 9

DANS LE MONDE

Bénin: mascarade électorale et répression 10

Mali: les chefs religieux et l'intervention française 10

Iran: Trump envoie les canonnières 11

Chine-USA: les conséquences de la guerre commerciale 11

Algérie: « une démocratie, pas une caserne! » 16

Pour la libération immédiate de Louisa Hanoune 16

Migrants: morts pour avoir voulu gagner l'Europe 16

ENTREPRISES

Ikéa 13

Bar-le-Duc 13

Nos lecteurs écrivent 13

Fonderies du Poitou 14

Renault - Flins 14

Échos de nos bulletins 14

Congrès CGT 15

Otages : l'impérialisme alimente le terrorisme

La mort des deux militaires français tués lors de la libération des otages enlevés au Bénin a été pour Macron l'occasion d'une débauche de tricolore. L'hommage national organisé le 14 mai à Paris lui a surtout permis de se mettre en scène, lui, le chef des armées de l'impérialisme français.

On comprend aisément la douleur des familles et des proches de ces deux soldats. Il n'en reste pas moins que les enlèvements d'otages, et la mort que trouvent parfois les soldats envoyés pour les libérer, sont une des conséquences de la politique menée en Afrique, et dans le monde, au service des capitalistes français.

Le commando Hubert dans lequel ces soldats s'étaient engagés, et auquel Macron a longuement rendu hommage, a été depuis la Deuxième Guerre mondiale l'un des exécutants de cette politique sur le

terrain : du débarquement à Suez en 1956, pour tenter de reprendre à l'Égypte le canal nationalisé par Nasser, à l'assaut donné en 1988 à la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, une attaque qui avait abouti à l'assassinat de douze militants indépendantistes. La présence de deux anciens présidents à la cérémonie d'hommage, Hollande et Sarkozy, symbolisait la continuité de cette politique par-delà les alternances. Ces dernières années, on a vu les troupes françaises et le commando Hubert envoyés en Libye, au Moyen-Orient

ou en Afrique.

Des otages paient parfois de leur vie cette politique, ainsi que des militaires qui, eux, se sont engagés en connaissance de cause, prêts à tuer et à se faire tuer. Mais le terrorisme dont ils sont victimes naît et croît sur le terreau même créé par la politique de l'impérialisme français. L'intervention militaire occidentale en Libye il y a huit ans a non seulement livré ce pays et sa population à la loi de milices rivales, mais a été le prélude à la ruée des groupes djihadistes sur le nord du Mali. L'arrivée des troupes françaises dans ce pays en 2013, pour soutenir un gouvernement capable de protéger les mines d'uranium d'Areva au Niger voisin, n'a abouti qu'à l'extension du terrorisme jusqu'à des États qui en étaient préservés et qui

ont été frappés à leur tour, comme le Burkina Faso. Les tueries et les enlèvements sont devenus le lot d'autres pays, comme le Sénégal ou maintenant le Bénin.

La zone fortement déconseillée aux touristes par le ministère s'étend, à l'image de la situation créée au fil des ans et des interventions françaises. Mais la population africaine, elle, paie cette situation au prix du sang. Ce sont des tueries comme celle qui est intervenue le 26 mars dernier dans un village peul du Mali et qui a fait 160 morts, des instituteurs enlevés chaque jour, des écoles brûlées, des routes où l'on ne peut circuler que la peur au ventre. Les chefs militaires français se félicitent régulièrement d'avoir annihilé certains groupes terroristes, mais n'osent

plus dire qu'ils contrôlent tant soit peu la situation, ni même qu'ils ont un espoir d'y arriver, tant il est évident que de nouveaux terroristes remplacent ceux qui sont morts. Les troupes françaises apparaissent de plus en plus pour ce qu'elles sont : une garantie pour des régimes corrompus, qui laissent la population abandonnée, sans protection ni services de santé ou d'éducation dignes de ce nom.

Dans ce chaos généralisé, les deux militaires du commando Hubert sont certes morts pour sauver la vie des otages, mais ceux qui les ont envoyés au combat l'ont fait, pour reprendre la célèbre formule d'Anatole France, pour les industriels français.

Daniel Mescla



Le 11 mai à Paris.

Gilets jaunes : les raisons de la colère demeurent

Samedi 11 mai, c'était l'acte 26 des gilets jaunes : 18 600 personnes ont manifesté selon le gouvernement, et 37 500 selon certains organisateurs, soit un peu moins que la semaine précédente.

Le gouvernement et une grande partie des médias se sont réjouis d'annoncer le chiffre le plus faible depuis le début du mouvement. Tous ces gens-là rêvent d'enterrer les gilets jaunes, mais ils devront encore attendre, car une nouvelle manifestation nationale est prévue le 18 mai à Reims.

Ceux qui veulent dénoncer leurs difficultés à finir le mois et revendiquent plus de pouvoir d'achat ont toutes les raisons de continuer à manifester. Si le gouvernement a été contraint d'annuler la hausse des taxes sur les carburants et de réindexer les retraites sur l'inflation, c'est grâce à la mobilisation et à la détermination du mouvement

des gilets jaunes, qui se poursuit malgré la politique de la matraque de Macron et de son ministre de l'Intérieur Castaner. Depuis le début du mouvement, il y aurait eu 11 998 interpellations, 10 601 gardes à vue, 1 800 comparutions immédiates. À cela il faut ajouter des milliers de blessés dont 283 au moins à la tête, 24 personnes éborgnées, cinq dont la main a été arrachée.

La colère n'est pas près de s'éteindre, car les mesures annoncées par Macron sont largement insuffisantes pour améliorer réellement la situation des classes populaires. Pire, le gouvernement se prépare à les financer en aggravant

les attaques contre les travailleurs, en continuant de supprimer des emplois dans les hôpitaux, les écoles, les transports en commun, etc. C'est d'ailleurs ce que dénonçaient à juste titre les gilets jaunes à Paris le 11 mai, avec des slogans comme « Collèges lycées : moins 3 640 postes, plus 40 000 élèves, Blanquer vous ment ».

Alors, Macron peut toujours rêver de la fin des gilets jaunes, sa politique ne fait que préparer de nouvelles explosions sociales. Pour déboucher sur un véritable changement de la situation des travailleurs, elles devront être plus larges, et notamment gagner les entreprises, là où se créent les richesses et les profits de ceux qui sont les vrais maîtres de la société, les capitalistes.

Arnaud Louvet

Police : violences et impunité

Les médias ont révélé que le 9 mars dernier à Paris un jeune de 15 ans, qui avait eu le malheur d'être accosté par une personne recherchée par la police, avait été frappé, mis à terre, la tête recouverte d'un sac de tissu, par des policiers de la BAC.

Le jeune homme a été littéralement entraîné hors du fast-food où il était en train de passer commande. Comme les passants qui assistaient à la scène, il a pensé avoir affaire à des voyous qui voulaient le racketter. Ce n'est que dans la voiture où il avait été conduit de force qu'il a fini par comprendre qu'il s'agissait de policiers. Relâché sans excuses après

vérification d'identité, il a eu cinq jours d'interruption de travail pour blessures au visage et au thorax.

Que la police agisse de cette manière, de nombreuses affaires récentes l'ont montré. Et, comme d'habitude, la famille qui a porté plainte devra accomplir un véritable parcours du combattant pour ne serait-ce qu'un début d'explication. L'IGPN, chargée de l'enquête, n'a pas voulu visionner les images de l'arrestation qui a été filmée par des témoins. Cela augure de la suite de l'enquête qui, comme de nombreuses autres, risque de passer à la trappe.

Aline Urbain



Fêtes de Lutte ouvrière Bourges

Samedi 18 mai à partir de 14h30
Salle des fêtes de Vignoux-sous-les-Aix

Intervention de Nathalie Arthaud à 18h 30

Marseille

Dimanche 19 mai à partir de 11 heures
Parc de loisirs de Valabre - RD 7 - Gardanne

Intervention de Nathalie Arthaud à 16 heures



Arlette Laguiller : "Le capitalisme n'est pas l'avenir mais le passé"



« Nous nous présentons aux élections [...] pour défendre une politique communiste révolutionnaire. [...] Nous le faisons pour faire entendre la voix de celles et ceux qui considèrent que le capitalisme ne représente pas l'avenir mais le passé. L'humanité crève d'une organisation sociale basée sur l'appropriation privée des richesses qui devraient appartenir à tous, basée sur le monopole d'une classe privilégiée sur les moyens de production,

basée sur la concurrence, sur l'argent. Nous participons à cette campagne électorale, comme à toutes les autres, pour affirmer que seul le prolétariat, la classe de ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre, a collectivement la force de mettre fin à cet ordre social qui impose à l'humanité des souffrances infinies. [...] Les élections, les européennes comme les autres, sont la continuation de notre politique au quotidien par d'autres moyens. »

Le 10 mai à Paris : la liste Lutte ouvrière en meeting

Vendredi 10 mai, avait lieu dans la grande salle de la Mutualité à Paris le meeting de la liste Lutte ouvrière - Contre le grand capital, le camp des travailleurs, pour les élections européennes.

À la tribune, se trouvaient quelques-uns des 79 candidats présents sur la liste, dont Arlette Laguiller, Ghislaine Joachim-Arnaud, technicienne de laboratoire en Martinique et porte-parole du groupe trotskyste antillais Combat ouvrier, et naturellement Nathalie Arthaud

et Jean-Pierre Mercier qui conduisent la liste.

Ils ont pris la parole devant plus d'un millier de personnes enthousiastes. La réunion était présidée par Eddy Le Beller, technicien aux chantiers navals de Saint-Nazaire.



Ghislaine Joachim-Arnaud : "Des fortunes construites sur le trafic d'esclaves"

« L'histoire de l'impérialisme français a fait que je suis française et européenne, bien que je vive et que je milite en Martinique, à 7000 km d'ici. [...] Nous sommes conviés à nous prononcer sur l'avenir de l'Europe, en même temps que des centaines de milliers d'électeurs dispersés de l'océan Pacifique à l'océan Atlantique, de Tahiti à la Guyane, de Mayotte à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Cette situation juridique résulte de plusieurs siècles d'histoire, marqués par le brigandage capitaliste à l'échelle du monde, du trafic d'esclaves au génocide de peuples amérindiens et de bien d'autres. Marqués aussi par l'économie de plantation, à laquelle nombre de ces peuples dispersés ont dû participer, certainement pas de gré, mais de force, qui a construit la fortune de la grande bourgeoisie

française.

Alors, notre présence sur la liste, c'est une protestation contre tout ce passé et surtout contre la façon dont ce passé se perpétue encore aujourd'hui de multiples manières, ne serait-ce que parce que les parasites les plus riches sur le sol des Antilles dites françaises sont les descendants des anciens propriétaires d'esclaves. »



Jean-Pierre Mercier : "Arnault, Pinault et leurs milliards"

« L'incendie de la cathédrale Notre-Dame est évidemment un désastre, pour tous ceux qui sont attachés aux merveilles que l'ingéniosité et les mains des travailleurs ont su créer au cours des siècles. Mais cette catastrophe culturelle est-elle plus grave que le fait que près d'un million de personnes mangent aux Restos du cœur dans ce pays? Est-elle plus grave que la mort de 566 SDF dans la rue l'an dernier? Que les millions de gens qui ne se soignent plus, parfois ne se chauffent plus l'hiver, par manque d'argent? Est-elle plus grave que les usines qui ferment, que les travailleurs jetés à la rue sans perspective de retrouver jamais un emploi, est-elle plus grave que les conséquences

de la véritable guerre sociale que chaque jour les patrons de ce pays mènent contre le monde du travail?

Eh bien, pour les grandes familles bourgeoises, il semble que oui, puisque ces gens, qui nous expliquent à longueur d'année, dans les usines, que remplacer un carreau cassé va mettre en péril la compétitivité de l'entreprise, ont su trouver un milliard d'euros pour Notre-Dame en un claquement de doigts. [...] »

Ce sont ces gens qui, en 24 heures, ont sorti de leur poche qui 100, qui 200 millions d'euros, ce sont les Arnault, Pinaud, Bolloré, Bettencourt-Meyers! [...] Un milliard d'euros, pour vous donner un ordre d'idée, c'est la somme nécessaire pour payer, pendant un an, un

salaire de 1800 euros par mois, cotisations comprises, à près de 30000 travailleurs!

Alors oui, l'argent, l'argent nécessaire pour vaincre le chômage, il est là. [...] Figurez-vous qu'entre mars et avril Bernard Arnault a fait quelques bonnes opérations spéculatives, et qu'en un mois sa fortune a augmenté de... 10 milliards d'euros. [...] Cela veut dire que, pendant cette période, sa fortune a augmenté de 13,7 millions d'euros chaque heure, soit... trois smic à chaque seconde. Alors, vous pensez bien que ses 200 millions pour les bonnes œuvres, c'est une aumône : ça représente moins que ce qu'il a gagné en une journée. »

Nathalie Arthaud : "Pour un parti communiste révolutionnaire"



« Cette campagne électorale nous permet de rencontrer un milieu plus large que celui que nous côtoyons habituellement. Nous organisons des réunions publiques, comme celle-ci et d'autres beaucoup plus petites, mais tout aussi intéressantes! Nous invitons des gens qui viennent pour la première fois à une réunion politique, nous faisons du porte-à-porte, nous allons sur les marchés, à la sortie des bouches de métro. Tout cela fait partie de la construction du parti.

Nous tous qui sommes dans cette salle ce soir, d'une certaine manière, nous participons à la construction de ce parti. Il y a parmi nous ceux qui sont déjà membres de Lutte ouvrière, d'autres qui ne le sont pas encore.

Mais si vous vous retrouvez dans ce que nous avons dit ce soir, et si cela vous incite à vouloir convaincre autour de vous que la seule chose utile à faire pour un exploité dans ces élections c'est de voter pour la liste Lutte ouvrière, c'est de raisonner avec un point de vue de travailleur, alors vous aussi vous contribuerez à la construction de ce parti.

Convaincre ses voisins,

sa famille, ses collègues de travail qu'il faut que la classe ouvrière parle de sa propre voix, cela participe de la construction du parti. Toutes les discussions et les traces qu'elles laisseront dans les esprits, qui se traduiront pour certains par le geste bien concret de voter pour notre liste, tout cela participe de la construction du parti.

Après les élections, les urnes rangées, le travail continuera. Les nouveaux liens humains que cette campagne a permis peuvent persister sous forme de contacts maintenus ou de comités qui se réunissent dans les quartiers ou les villes ouvrières, pour continuer de discuter entre travailleurs. Tout ce qui subsiste est précieux.

Même si aujourd'hui les travailleurs n'ont pas confiance en leur force collective et qu'ils subissent les coups redoublés de la bourgeoisie et de son État, nous avons une confiance totale dans leur capacité à changer la société. Incarner cette perspective politique, la maintenir vivante en y gagnant des jeunes et des travailleurs sera un gage pour l'avenir. »

L'ensemble du meeting est disponible sur notre site, en vidéo et audio : lutte-ouvriere.org/europeennes, et sous forme de brochure, vendue 1 euro. On peut recevoir celle-ci par courrier contre trois timbres à 1,05 euro.

Médias : certains sont plus égaux que d'autres !

Le CSA a annoncé le 10 mai quel temps d'antenne sera attribué à chacune des 34 listes présentes aux élections européennes. La méthode utilisée pour une répartition dite équitable est pour le moins surprenante et s'apparenterait davantage à un jeu de hasard... truqué bien entendu, comme tous ces types de jeux.

On mélange dans un gobelet 34 noms et 312 minutes, on enlève des secondes, on rajoute des minutes, on secoue le tout et, ô surprise, la liste LREM s'en sort avec un temps d'antenne de 55 minutes et 53 secondes, suivie par le RN, qui disposera de 48 minutes et

11 secondes, puis des listes Les Républicains, PS/PP/ND, LFI et EELV. Loin derrière viennent une vingtaine de listes, dont celle de Lutte ouvrière, qui devront chacune se contenter d'une apparition de 3 minutes et 33 secondes.

Auparavant, il y avait

certes une disparité entre les listes dites grandes, celles ayant eu des représentants aux Parlements français et européen lors d'élections précédentes, et les autres, qualifiées de petites. Mais Macron, dont le parti venait d'être créé, a changé la donne afin que celui-ci obtienne la plus grosse part du gâteau. Par conséquent, la nouvelle loi de juin 2018 fixe le temps de parole en tenant compte non seulement du résultat de différentes élections, mais aussi des indications des sondages et même de la « contribution des

candidats à l'animation du débat électoral » !

Pour contribuer à l'animation des débats ainsi conçus, encore faudrait-il y être invité, ce qui y est rarement le cas de Nathalie Arthaud et de Jean-Pierre Mercier, les représentants de la seule liste se situant dans le camp des travailleurs. Ses militants sont heureusement présents dans les entreprises et dans les quartiers, pour en parler directement avec la population.

Marianne Lamiral



Plus équitable que ça...

Après le premier débat du 4 avril sur France 2, où seuls douze représentants des listes à l'élection européenne avaient été retenus, la chaîne de télévision va en organiser un second, élargi à d'autres candidats, le 22 mai. Pour être plus précis, elle prévoit deux débats le même soir : le premier,

vers 21 heures, sera limité aux représentants des six listes créditées des intentions de vote les plus favorables. Et environ deux heures plus tard, soit au moment où la plupart des travailleurs sont déjà couchés, neuf autres listes, dont celle de Lutte ouvrière, seront invitées à débattre.

Lors de l'émission d'avril, Lutte ouvrière avait fait appel de cette décision, ainsi que d'autres candidats écartés. La réponse du Conseil d'État avait été limpide : « Il appartient à France Télévisions, dont la politique éditoriale est libre et indépendante [ben voyons!] de concevoir et d'organiser

des émissions participant au débat démocratique dans le respect d'un traitement équitable de l'expression pluraliste des courants de pensée et d'opinion. » Puisque ce sont les hautes instances de l'État elles-mêmes qui le disent !

M.L.

Meetings

avec **Nathalie Arthaud** et **Jean-Pierre Mercier**
Rennes

Jeudi 23 mai à 20h30
Carrefour 18
7, rue d'Espagne

avec **Nathalie Arthaud**
Bourges

Samedi 18 mai à 18h30
à la fête de Lutte ouvrière
Marseille

Dimanche 19 mai à 16 heures
à la fête de Lutte ouvrière

avec **Jean-Pierre Mercier**

Toulouse

Vendredi 17 mai à 20h30
Salle du Sénéchal
17, rue Rémusat

Bordeaux

Samedi 18 mai à 16h30
Mairie annexe
du Grand-Parc
Place de l'Europe

Lyon

Mercredi 22 mai à 20 heures
Palais de la Mutualité
1, place Antonin-Jutard
Lyon 3^e

La campagne sur les chaînes publiques

- **Mercredi 15 mai (spot de 1'30, en 1^{ère} position)**
- **Samedi 18 mai (spot de 33 secondes, en 4^e position)**
- **Lundi 20 mai (spot de 1'30, en 1^{ère} position)**

Ces interventions sont diffusées après les journaux télévisés et en soirée.

Paroles de candidats

Valérie Foissey
Aide-soignante
Seine-Maritime



J'ai 50 ans, je suis aide-soignante à la maternité de l'hôpital et j'habite la banlieue de Rouen. Quand Macron et ses semblables

nous expliquent qu'il n'y a pas d'« argent magique » pour les services utiles à la population, ça me révolte, car ils en trouvent sans difficulté pour les grandes entreprises, pour le grand patronat : le CICE, la suppression de l'ISF...

Julien Wostyn
Ouvrier de l'automobile
Haut-Rhin



J'ai 40 ans et je vis à Mulhouse. Je travaille depuis vingt ans dans une usine automobile, sur une ligne de montage où on fabrique près de 60 voitures par heure.

que j'ai fini de monter des pièces sur une voiture, la suivante arrive : il n'y a jamais de temps mort. Tout est fait pour qu'on travaille de plus en plus vite, chaque geste est chronométré, nos temps de pause peuvent être diminués au jour le jour, pour produire plus de voitures.

Agathe Martin
Cheminote
Val-de-Marne



Je suis magasinier cariste dans la maintenance de trains à grande vitesse dans les Hauts-de-Seine.

À 51 ans, je touche 1330 euros par mois. Je passe mon temps à compter ! Nos salaires sont bloqués et les horaires de la plupart des cheminots sont difficiles et contraignants. Comme partout, l'entreprise multiplie le recours aux CDD, à l'intérim et aux sous-traitants. Ce levier lui permet d'augmenter notre productivité en dégradant nos conditions de travail et en pesant sur nos salaires.

Catherine Van Cauteren
Ouvrière dans l'aéronautique
Seine-et-Marne



J'ai 54 ans, j'habite à Melun en Île-de-France. Je suis ouvrière depuis l'âge de 16 ans, j'ai travaillé dans plusieurs usines. Actuellement je suis dans une usine d'aéronautique. Il y a beaucoup d'intérimaires à qui on fait miroiter l'embauche mais qui finissent

dehors. Pourtant, le groupe fait des bénéfices astronomiques depuis des années. Quand on voit tous ces milliards de profits qui sortent de nos ateliers, on voit que l'argent pour embaucher, pour augmenter les salaires, il est là. Il faudrait aller le chercher dans les poches des actionnaires.

Privatisation d'ADP : un référendum poudre aux yeux

Le Conseil constitutionnel a annoncé le 9 mai qu'il ne ferait pas obstacle à l'organisation d'un référendum d'initiative partagée (RIP) demandé par 218 parlementaires PS, PC, France insoumise, et de droite (LR) pour s'opposer à la privatisation complète du groupe ADP (Aéroports de Paris).

La tenue d'un tel référendum reste hypothétique, car la loi qui l'organise, prévue sous Sarkozy, exige dans les huit mois que 10 % du corps électoral, autrement dit plus de 4,7 millions de personnes, soutienne cette initiative sur Internet. En cas de réussite, chacune des deux Assemblées a encore

la possibilité de l'enterrer durant six mois. Si la privatisation est repoussée, le plus probable est donc que cette procédure du RIP n'aboutisse finalement à rien.

Les députés qui sont à l'origine de cette demande le savent parfaitement. Leur véritable objectif se limite à trouver un terrain

d'opposition de pure forme à Macron. Parmi ceux-ci, le député de droite Gilles Carrez a précisé qu'il ne s'agissait pas « de refuser quelque privatisation que ce soit ». Le groupe PC à l'Assemblée, lui, « fait partie de ceux qui appellent à des nationalisations ou à des renationalisations ».

Quel que soit leur discours actuel, les uns et les autres ont tous soutenu dans le passé des politiques de privatisation. C'est le gouvernement du socialiste Jospin, dans lequel siégeaient des ministres communistes, qui a lancé la privatisation

d'Air France et des autoroutes. Revenue à la direction des affaires, la droite a continué les privatisations initiées par la gauche, ouvrant le capital d'ADP à des capitaux privés à partir de 2005. Aujourd'hui, Macron et son ministre Le Maire veulent leur livrer le reste pour une durée annoncée de 70 ans, et ils verraient bien le groupe du BTP Vinci, qui figure déjà parmi les actionnaires, monter au créneau.

Pour les députés qui sont à l'initiative de la mise en œuvre d'un référendum, il s'agit d'une opération

politique destinée à leur permettre de se laver à bon compte de leur passé. Les travailleurs, qui ont toutes les raisons de s'opposer aux attaques qui se profilent derrière la privatisation, n'ont rien à attendre de ceux qui leur présentent ce hochet de référendum. Face aux appétits de Vinci et aux politiciens de tout bord qui servent le capital, ils devront compter sur leur propre capacité à se mobiliser et à mener la lutte pour défendre leurs emplois et leurs salaires.

Jean Sanday

Barrages : l'hydraulique pour arroser le secteur privé

Les centrales hydroélectriques, dont les grands barrages, ont été construites pour la plupart dans les années qui ont suivi la dernière guerre. Ces barrages sont exploités par EDF, mais en réalité ils ne lui appartiennent pas : ils lui ont été concédés. Or les concessions arrivent à échéance d'ici 2023 pour 150 des 400 barrages. Et le reste suivra.

Depuis plusieurs années, au nom de la libre concurrence, la Commission européenne réclame qu'il y ait des appels d'offres pour le renouvellement des concessions. Elle le demande à la France, mais aussi à l'Autriche, l'Allemagne, la Suède, l'Italie. Elle n'impose pas que les nouveaux opérateurs soient nécessairement privés, même si dans les faits c'est ce qui risque de se passer. Et il est tout à fait possible que le gouvernement français accepte cette demande, bien que nombre

de politiciens, même de droite, y soient opposés.

Pour ce qui concerne la France, cela pose un sérieux problème technique. Le nucléaire produit près de 72 % de l'électricité du pays et l'hydraulique de 11 à 12,5 % selon les années. Or le nucléaire et l'hydraulique marchent ensemble. Le nucléaire a du mal à assurer les pics de consommation : il répond trop lentement. Comme l'électricité ne se stocke pas, il faut que l'offre s'ajuste instantanément à la demande. C'est justement

à cela que servent les barrages : en cas de besoin, on ouvre les vannes et l'électricité est là en quelques secondes.

Que se passera-t-il si les barrages ne sont plus gérés par EDF ? Les nouveaux opérateurs accepteront-ils d'ouvrir les vannes à sa demande ? Ou bien diront-ils que, malheureusement, les réserves d'eau sont épuisées parce qu'ils auront tout vendu avant, quand les cours de l'électricité étaient au plus haut ? Ou voudront-ils attendre des moments plus favorables ?

L'ensemble des clients d'EDF risquent d'être victimes du nouveau système. Et puis les prix risquent fort de grimper. Les barrages sont amortis depuis très longtemps. L'électricité qu'ils produisent est moins chère que celle du nucléaire. Mais les éventuels nouveaux opérateurs voudront sans doute s'aligner sur le prix de celui-ci, au détriment des usagers.

Ce n'est pas tout. Parmi les candidats déclarés à la reprise des barrages, il y a le groupe pétrolier Total. L'une des Majors parmi les compagnies mondiales, ce groupe a une position dominante, quasi monopolistique en France. Or, ni la Commission européenne ni le gouvernement français n'ont songé à dépecer ce trust, comme ils projettent de le faire pour EDF.

On risque ainsi de démembrer un monopole public pour faire un cadeau à un monopole privé, au nom de la libre concurrence ! Ce projet de privatisation des barrages comporte de sérieuses menaces pour les usagers.

André Victor



Dieselgate : Renault, comme les autres

En janvier 2016, la Direction des fraudes enquêtait dans plusieurs usines Renault, suite à la révélation de la tromperie à la pollution mise en place par d'autres constructeurs automobiles.

Conclusion : Renault dépassait les normes fixées par les règlements européens, mais jurait ses grands dieux qu'il n'avait pas triché, pas installé de logiciel fraudeur comme son collègue Volkswagen.

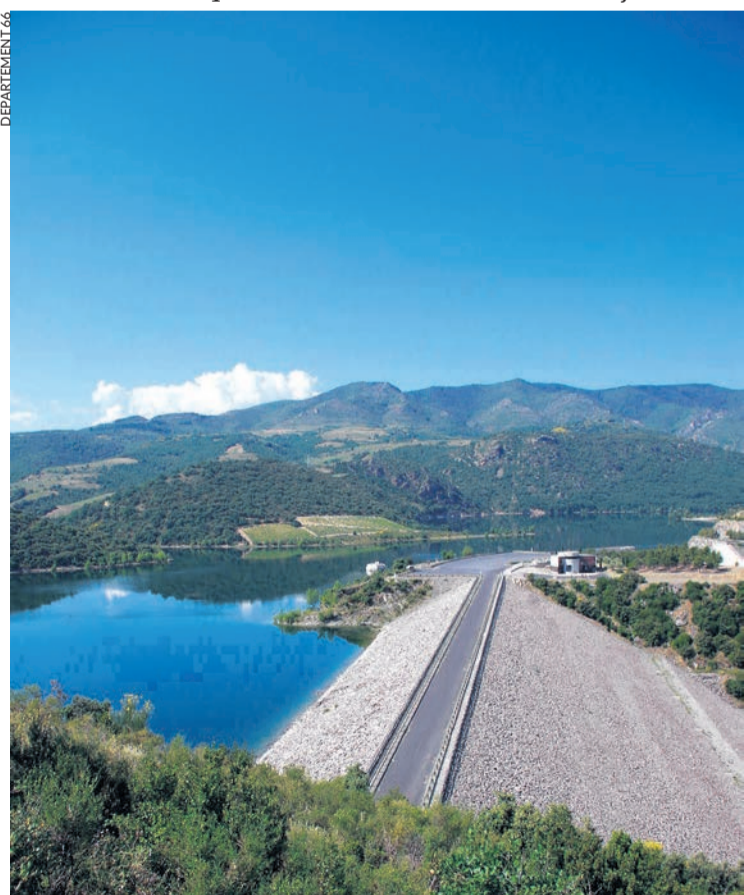
Le ministre de l'Économie de l'époque, un certain Macron, et la ministre de l'Environnement Ségolène Royal se félicitèrent alors rapidement que tout aille pour le mieux dans le meilleur des mondes pollués possible. Las, l'enquête continuait et l'instruction ouverte demandait à un institut de recherche public, l'ISAT, d'établir si Renault utilisait ou non des dispositifs destinés à falsifier les résultats.

Le quotidien *Le Monde* vient de soulever le couvercle du pot catalytique, ses journalistes ayant eu accès aux résultats. L'ISAT confirme sur les modèles Renault étudiés, Captur et Clio IV, « l'existence d'une modification des dispositifs de dépollution permettant l'adaptation à la procédure

d'homologation de façon différente des conditions d'utilisation réelle ». En effet les deux systèmes de dépollution installés par le constructeur ne fonctionnent pas s'il fait froid ou chaud (concernant la vanne EGR), et pas non plus en dessous de 50 km/heure, c'est-à-dire en ville, concernant le piège à oxydes d'azote (NO, NO₂, N₂O), dispositif bon marché sélectionné à l'époque par Renault. Or les émissions de NOx et aussi de particules fines sont considérées comme responsables de la mort prématurée de 48 000 personnes chaque année en France.

Renault, contacté, dit n'avoir « pas eu accès au dossier [de l'ISAT], donc ne pas pouvoir commenter ». Il y a trois ans, la mention de la fraude éventuelle avait fait chuter l'action du groupe de 4 % et coûté 4 milliards d'euros aux gros actionnaires. La pollution, elle, aura coûté la vie ou du moins la santé à des centaines de milliers de personnes.

Viviane Lafont



Barrage de Caramany (Pyrénées orientales).

Notre-Dame: **reconstruction sur ordonnance**

Macron a fait voter sans peine par l'Assemblée, le 11 mai, son projet de loi « pour la restauration et la conservation de la cathédrale et instituant une souscription nationale à cet effet ».

On n'en est plus à la minute d'émotion où on pouvait l'entendre, comme à la fin d'un film d'animation Disney, promettre de reconstruire la cathédrale Notre-Dame « plus belle encore ». Il s'agit à présent, en ces temps de campagne électorale, d'assurer l'avenir de sa présidence et de ceux qui l'ont mise en place.

Il faut donc aller vite. En cinq ans, tout doit être bouclé: les Jeux Olympiques à Paris en 2024 constituent un horizon qui suggère déjà, pour Macron, un deuxième mandat. Pour concevoir, contrôler, réaliser, gérer ces travaux en urgence, un établissement public sera mis

en place, dont les membres, désignés par l'Élysée, auront la main sur le projet de reconstruction, le portefeuille et les entreprises qui s'en chargeront. La future couverture de la nef sera dans tous les cas, plus transparente que le choix des dirigeants de cet établissement public.

Les médias commentent la querelle, non des Anciens et des Modernes, mais de la droite traditionnelle LR et assimilés et des macronistes, sur les ébauches de projets architecturaux. La reconstruction à l'identique semble être une position de ralliement pour les premiers; et ouverture

stylistique, flèche lumineuse, en cuivre, en verre, verrière ou toit végétalisé, émergent de l'imagination des autres. Dans tous les cas de figure, la loi autorise le gouvernement, par ordonnance, à déroger à de nombreuses règles de construction ou reconstruction, c'est-à-dire si besoin à négliger des obligations liées à l'environnement, à l'accord du voisinage et des usagers. Il pourra aussi déroger aux règles d'évacuation et de traitement des déchets, et même passer outre les précautions d'usage en archéologie préventive. Tout cela en cas de besoin, c'est-à-dire au bon vouloir du gouvernement ou de ceux auxquels il obéit.

Justement, les grandes fortunes qui se sont précipitées pour réunir près d'un



ALEXANDRE CHASSANG

L'un des projets de reconstruction de Notre-Dame.

milliard d'euros pour des travaux estimés, grossièrement, à quelques centaines de millions, bénéficieront d'une réduction d'impôts de 66 % des sommes versées. Les Arnault, Pinault, Bettencourt, détenteurs de grandes fortunes, font mine de renoncer à leur crédit d'impôt: la publicité gratuite qu'ils se sont ainsi offerte représente une véritable niche!

En bout de course, c'est

donc majoritairement par les fonds publics que sera financée la reconstruction de ce chef-d'œuvre de l'architecture gothique, puisque les réductions fiscales sont autant de manque à gagner sur le budget de l'État. Quant à la générosité intéressée des milliardaires, elle n'ira pas jusqu'à débloquer le reste de leur pactole pour d'autres nécessités tout aussi urgentes de la société.

Viviane Lafont

Lycée Bonneveine - Marseille : enseignants et employés en colère

Jeudi 9 mai, les enseignants du lycée hôtelier Bonneveine, à Marseille, se sont mis en grève et ont participé à la manifestation de la fonction publique.

En effet, pour mettre en application la politique de démantèlement de l'enseignement professionnel décidée par la ministre du Travail, le rectorat commence par supprimer les Unités de formation par l'apprentissage (UFA, anciennement CFA) de l'Éducation nationale.

Lundi 29 avril, les enseignants et employés administratifs de l'UFA du lycée hôtelier de Marseille ont appris officiellement la privatisation pure et simple de leur structure, jusqu'alors en contrat avec l'Éducation nationale. Cette privatisation prévoit, entre autres, l'obligation pour les enseignants de travailler 162 heures supplémentaires sans rémunération, ou de

voir leurs salaires amputés de jusqu'à 550 euros par mois. C'est tout simplement scandaleux, d'autant que ceux-ci n'ont pas été revalorisés depuis plus de dix ans! Aujourd'hui, le salaire de base d'un enseignant plein temps de l'UFA est compris entre 1 300 et 1 600 euros (impôts prélevés) selon le diplôme et l'ancienneté.

Certains enseignants ou employés administratifs en CDD sont également menacés de perdre leur emploi et de voir leur contrat non renouvelé, alors qu'ils travaillent depuis des années et que leur travail est indispensable pour la formation et l'encadrement des apprentis.

À plus long terme, et ceci aura également pour

conséquence de supprimer des emplois, ils craignent que le contenu des enseignements se réduise de plus en plus, en particulier dans les matières générales, celles qui permettent d'acquérir un certain niveau de culture.

Aujourd'hui, certaines heures sont déjà en train de fondre comme peau de chagrin dans l'enseignement professionnel. C'est une éducation au rabais, et uniquement au bénéfice des employeurs, qui sera donc proposée aux futurs jeunes apprentis, le plus souvent issus des milieux populaires.

Les enseignants et employés de l'UFA ont besoin d'un emploi et d'un salaire décent pour vivre. Pour ces raisons, les enseignants du CFA et du lycée hôtelier de Bonneveine ont tenu à exprimer leur colère.

Correspondant LO

Manuels numériques : progrès ou politique d'économie ?

Conséquence de la réforme Blanquer qui change les programmes, tous les lycées vont devoir renouveler, à la rentrée, leurs manuels scolaires.

Cela a entraîné la présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, à faire deux annonces. Elle a promis la gratuité des manuels scolaires, oubliant qu'elle est déjà en vigueur depuis 2001. Elle a aussi incité fortement les lycées à renoncer aux livres scolaires et à faire le choix de s'équiper en manuels numériques, qui reviennent bien moins cher.

Cette incitation s'apparente d'avantage à un chantage, puisque les établissements qui refusent de s'engager dans ce processus ne seront plus prioritaires dans l'équipement informatique des classes. De plus, la présidente de la région a laissé seulement quinze jours aux provinciaux pour se décider, ces derniers pouvant passer par-dessus le conseil d'administration de leur lycée, donc ne pas tenir compte de l'avis des familles et des enseignants.

À première vue, l'offre paraît alléchante puisque la région promet de prêter à chaque lycéen en seconde une tablette ou un

ordinateur pendant sa scolarité, s'engageant à le lui offrir à la fin de celle-ci. Cela permettrait d'alléger considérablement les cartables et surtout de réduire un peu les inégalités des familles en matière d'équipement informatique. Mais la maintenance comme le rachat de l'équipement en cas de perte ou de vol incombera à la famille. Une assurance tout-risque pour tablette coûte environ 16 euros par mois, une dépense que nombre de familles populaires auront bien du mal à faire.

Quant aux enseignants, il n'est bien sûr prévu ni de les équiper ni de leur délivrer la moindre formation. À charge pour eux de découvrir à la rentrée le fonctionnement de ces manuels numériques dans des salles souvent sous-dotées, ou dotées d'appareils défectueux, dont la maintenance est souvent aléatoire.

Faute des moyens financiers indispensables, loin de remédier à l'inégalité scolaire, le passage aux manuels numériques pourrait aggraver encore celle-ci.

Aline Urbain



8, 9 et 10 juin à Presles - Val-d'Oise

Trois jours de fête, trois jours de rencontres pour changer le monde

La Fête de Lutte ouvrière, les 8, 9 et 10 juin, offrira à chacun, quel que soit son centre d'intérêt, de quoi satisfaire sa curiosité, sa soif de connaissances, son goût pour le spectacle, ou sa faim : le programme qui se peaufine de jour en jour est là pour en témoigner.

La Fête sera également un grand espace de discussion. Devant les stands et les expositions, à l'occasion des débats, dans les allées ou autour d'une table, chacun pourra

se renseigner, prendre parti, argumenter sur les moyens de combattre cette société injuste. Nous aurons tous l'occasion de discuter du mouvement des gilets jaunes, de l'Europe, de l'Algérie, de la lutte des travailleurs qui se défendent. Discuter des mouvements et des problèmes du monde ouvrier, discuter des moyens de changer la société, est primordial. La Fête le permettra, tout en offrant un moment de gaîté et de fraternité.



Les spectacles du Grand Podium

Samedi 8 juin

- **N'BEE SWEET MEN**, afro-groove et rythmes afro-caribéens
- **FELOCHE**, chansons, entouré de Sabrina et Iya dans « Chimie vivante »
- **AZIZ SAHMAOUI & UNIVERSITY OF GNAWA**, rythmes berbères, jazz funk et musiques d'Afrique



Dimanche 9 juin

- **KOSH**, humour beatbox, bruitages
- **LES WRIGGLES**, « Complètement Red », humour trash et mélodies tendres
- **BEKAR**, chansons groove et klezmer, en français et en yiddish
- **SIDI WACHO**, « Bordeliko », hip-hop et cumbia-électro, festif et engagé

Lundi 10 juin

- **CUMBIA YA !**, orchestre franco-argentin
- **APRO**, Blues Rock band

LES WRIGGLES



Au Théâtre de verdure

- **LA C^{IE} DU BERGER**, L'établi, lecture-spectacle d'après le livre-témoignage de Robert Linhart, OS à la chaîne dans une usine Citroën en 1967
- **JEF SICARD QUINTET**, jazz manouche, hommage à Django Reinhard
- **DOUNEGNO**, musique togolaise
- **GRISBI SOULMUSIC**, blues et rock
- « **ÇA NOUS RAMÈNERA PAS DALIDA** », chansons
- **LOST IN SOUL**, soul music
- **BB CLAN**, rock celtique

Les librairies de la Fête

La librairie du Château : notre librairie générale, avec un large choix, essentiellement en poche, de romans, de témoignages, de livres historiques et politiques.

La cité du roman : large sélection de romans et de

témoignages, regroupés par pays, et présentés par nos camarades.

La librairie de la Cité des sciences : l'actualité scientifique, l'histoire des sciences, des ouvrages de vulgarisation...

Sous les pavés, les pages : uniquement des livres d'occasion à tout petits prix, avec un stock renouvelé en permanence.

Toutes les publications de Lutte ouvrière à la Cité politique.

À table !

Des dizaines de spécialités de toutes les régions et du monde entier vous attendent :

du maffé africain au colombo des îles, de la fondue jurassienne au méchoui,

sans oublier les gâteaux, les glaces, et cent autres bonnes choses.

Les petits et les grands appétits trouveront de quoi se satisfaire, à des prix abordables.



Programme, renseignements pratiques, billetterie...
<https://fete.lutte-ouvriere.org>

Venir à la Fête, ce n'est pas compliqué

En train : nous recommandons ce moyen de transport.

Départ : toutes les heures de Paris-Gare du Nord à partir de 6h 34 (durée : 38 minutes).

Renseignements sur transilien.com

La gare de Presles-Courcelles (ligne H) est à 900 m de la fête. Un minibus fait la navette de la gare de Presles à l'entrée de la fête (priorité aux personnes à mobilité réduite).

En car : navettes gratuites, au départ du métro Saint-Denis-Université (ligne 13), pendant les heures d'ouverture de la fête. Durée du trajet : 45 à 60 mn.

Depuis les régions : des départs collectifs sont organisés à partir de nombreuses villes. Renseignements auprès de nos camarades et sur les sites régionaux.

Fête de Lutte ouvrière

Meetings de Nathalie Arthaud dimanche et lundi à 15 heures



Cinéma

Les films

- **Amin**, de Philippe Faucon
- **Monsieur**, de Rohena Gera
- **Le grand bain**, de Gilles Lellouche
- **3 billboards les panneaux de la vengeance**, de Martin McDonagh
- **Une affaire de famille**, de Hirokazu Kore-eda
- **Jusqu'à la garde**, de Xavier Legrand
- **La révolution silencieuse**, de Lars Kraume
- **Les conquérantes**, de Petra Biondina Volpe
- **L'une chante l'autre pas**, d'Agnès Varda
- **Les révoltés**, de Michel Andrieu et Jacques

Les documentaires

- **Kebadian** : documentaire sur mai 68
- **Regarde ailleurs**, de Arthur Levivier : les migrants à Calais
- **Fahavalo - Madagascar 1947**, de Marie-Clémence Paes : la révolte anticoloniale et la répression française
- **8, avenue Lénine**, de Valérie Mitteaux et Anna Pitoun : la vie en banlieue parisienne d'une famille rom venue de Roumanie
- **Résistantes**, de Fatima Sissani : le combat des femmes du FLN pendant la guerre d'Algérie
- **On nous appelait beurettes**, de Bouchera Azzouz : portraits de femmes

Les cartes et bons

Vous pouvez vous procurer les cartes d'entrée à 15 euros pour les trois jours de la fête. Sur place, elles coûteront 20 euros. Les cartes et les bons d'achat – 4 euros pour une valeur de 5 euros – sont disponibles :

- auprès de nos camarades,
- par courrier : Lutte ouvrière – BP 20029 – 93501 Pantin Cedex (chèques à l'ordre de Lutte ouvrière),
- sur notre site : fete.lutte-ouvriere.org

L'entrée de la fête est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés



Et...

- **L'Arboretum**
- **La Cité des arts**
- **Le Préhisto parc**
- **Le Village médiéval**
- **La Cité des jeunes**
- **Le Carrousel de la connaissance**
- **Le feu d'artifice**

À la Cité des sciences

Les ateliers

Venez mettre la main à la pâte, observer, expérimenter, et tester vous-même.

Ici on fait parler les pierres – D'où viennent les plantes vertes – Le microscope pour voir l'invisible des végétaux – De l'ADN dans mon kiwi – Détergents, gels douche, shampooings, la chimie qui bulle et qui lave – L'écriture cunéiforme – Qu'est-ce qu'un cyanotype – Vue en relief et géologie

Les miniconférences

Des ondes pour sonder, voir et soigner – La vie des étoiles – Les neurones de la lecture – Féminin-masculin – Le clitoris, ce cher inconnu – L'infini c'est long, surtout vers la fin – Dans la peau d'un trader – Faut-il avoir peur des

vaccinations – Démêler le vrai du faux dans les sondages – La loi des grands nombres est dure, mais c'est la loi! – Trous noirs et ondes gravitationnelles – Il était un foie – T'as tes règles ou quoi? – Comment décrypter l'activité cérébrale – La résistance aux antibiotiques – Un synchrotron ça sert à quoi

La roulotte de la science

Dans notre cuisine, nous sommes tous des chimistes – Le Soleil, notre étoile, avec des observations au télescope... si le temps le permet.

Scientifiques et chercheurs

Des spécialistes viennent exposer de manière simple et accessible certaines de leurs recherches, et répondre aux questions du public.

Conférences-débats

Au Chapiteau Karl-Marx

- **Les trotskystes soviétiques dans les prisons de Staline**
- **Débat Lutte Ouvrière-NPA**

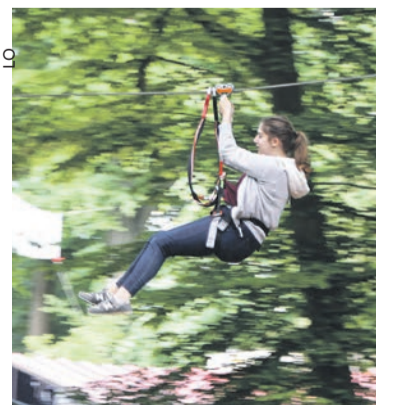
À l'Espace Rosa-Luxemburg

- **L'Égypte des pharaons**
- **La démocratie directe pendant la Révolution française**
- **Spartacus et les révoltes d'esclaves**
- **Les révoltes des canuts lyonnais (1831-1834)**
- **La vague révolutionnaire ébranle le monde (1917-1923)**
- **Comment Rockefeller est devenu le roi du pétrole**
- **Religion et lutte des classes dans les villes au Moyen Âge (1000-1400)**
- **La guerre de Sécession : libération des esclaves ou victoire des capitalistes ?**
- **Rosa Luxemburg, socialiste, révolutionnaire et internationaliste**
- **L'esclavage en Martinique et en Guadeloupe (Combat ouvrier)**
- **Quand le mouvement ouvrier juif combattait le sionisme**
- **L'Association internationale des travailleurs (1864-1872)**
- **La III^e Internationale**
- **L'esclavage dans la Grèce antique**
- **Le chartisme, premier mouvement ouvrier de masse**
- **La grève générale à Winnipeg au Canada en 1919.**

Parcours d'arbre en arbre

Un parcours homologué dans les arbres pour se faire peur en toute sécurité, sous la surveillance de moniteurs diplômés : tyroliennes, ponts de singe, échelles, rien ne manque pour jouer les Tarzan sur des parcours de difficulté progressive.

Attention : le parcours est accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum). Tarif: 4 euros.



Bénin : mascarade électorale et répression

Au Bénin, le 28 avril, le pouvoir de Patrice Talon, président-patron milliardaire, orchestre grossièrement des élections législatives avec la participation exclusive de deux partis politiques à sa botte.

La population, qui a arraché le droit de vote en mettant fin au régime du parti unique en 1990, a vécu comme une provocation cette organisation du scrutin, qui marque une évolution autoritaire du régime béninois. Depuis plusieurs mois, la quasi-totalité des partis ont appelé au boycott et invité leurs militants à perturber le déroulement du scrutin. Le taux de participation dans de nombreuses localités n'a pas dépassé 10%. À Parakou et Tchaourou, dans le nord du pays, fief électoral de l'ancien président Thomas Yayi Boni (2006-2016), des urnes ont été saccagées. Des candidats du pouvoir ont été molestés, contraints de prendre la fuite sous escorte policière. Au sud, dans certains bureaux de vote, les votants se sont comptés sur les doigts d'une main. Des entreprises appartenant à Patrice Talon

ou à ses proches ont été incendiées. À Kandi dans le nord, l'usine d'égrenage de coton CCB, propriété de Talon, a été prise pour cible.

Les incidents les plus médiatisés se sont déroulés à Cotonou, la capitale économique, dans le quartier de Cadjèhoun, autour du domicile de Yayi Boni que les forces armées avaient encerclé. Ses partisans et les riverains alertés sont descendus dans la rue. Le 1^{er} mai au soir, des officiers supérieurs présents ont avec insistance ordonné aux soldats de tirer à l'arme de guerre sur les manifestants, faisant plusieurs victimes, sept morts selon l'opposition, et des blessés graves. C'est une première, dans ce pays qui était présenté comme un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, dans le pré carré de l'ancienne puissance coloniale, la France.

Les images d'une des



Dans les rues de Cotonou, après les élections.

victimes de la répression des 1^{er} et 2 mai, une petite vendeuse de rue mère de sept enfants qui a été atteinte d'une balle, ont fait le tour des réseaux sociaux et renforcé la révolte contre un régime prévaricateur. Alors que des millions de femmes et d'hommes, vendeurs d'essence, taxi-moto, chauffeurs de véhicules, ouvriers, petits paysans, artisans, petits fonctionnaires, survivent dans un dénuement total, il leur mène de brutales attaques. Depuis deux ans, dans les grandes villes, les petites vendeuses ont affronté l'offensive gouvernementale de « déguerpissement » au bulldozer. Pour faire de la place aux promoteurs, les petites boutiques installées le long des routes

sont détruites. Alors que le secteur de l'économie informelle est vital et concerne 80% des travailleurs, le régime concentre le mécontentement contre lui.

Les minces droits sociaux sont attaqués. Le droit de grève des fonctionnaires est limité, la précarité légalisée avec le CDD illimité, suscitant le mécontentement des dirigeants de l'impérialisme avec Macron et dernièrement la directrice du FMI Christine Lagarde.

Il faut dire que Talon est un des leurs. Première fortune du pays, il a été classé quinzième fortune d'Afrique subsaharienne par *Forbes* en 2015. Il a pu faire main basse sur la filière du coton, truster les marchés publics et s'auto-subsventionner. À l'ombre

de l'impérialisme, sa société cogère le port de Cotonou avec le groupe Bolloré, sans oublier l'aéroport. Ce président bling-bling se montre en Porsche, mocassins de luxe aux pieds, et se fait soigner en France.

Un vent de révolte souffle dans le pays. La sœur de la vendeuse tuée a dénoncé sur les réseaux sociaux le pouvoir de Talon, qui a envoyé discrètement ses sbires régler la facture des soins et intimider les soignants pour obtenir leur silence: « Pourquoi ont-ils payé les soins? Quand nous souffrons, quand nous avons faim, nous ne voyons jamais l'État. » C'est vrai aujourd'hui comme ça l'était hier sous les présidences précédentes.

Michel Tinas

Mali : les chefs religieux et l'intervention française

Le Premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga, vient d'être renvoyé sous la pression des dignitaires musulmans rigoristes. Ceux-ci ne s'appuient pas seulement sur les préjugés religieux, mais tentent aussi de tirer profit de l'incurie du gouvernement malien et du rejet croissant que suscite l'intervention française. L'article suivant est extrait du journal *Le pouvoir aux travailleurs de nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI)*.

« En poste depuis seize mois, le Premier ministre malien a été contraint de présenter sa démission le 18 avril dernier

Ce qui a précipité sa démission n'est pas la fronde des députés mais surtout la fronde du milieu religieux dirigé par l'imam Mahmoud Dicko, qui rassemble des foules lors de grands meetings pour fustiger la politique du gouvernement malien. Il a dénoncé son laxisme en matière d'enseignement dans les écoles publiques et a accusé ce Premier ministre d'être un antimusulman en voulant introduire une petite dose d'éducation sexuelle jugée trop occidentalisée. Ce dernier a dû faire marche arrière en supprimant ce petit chapitre. Il est aussi

accusé d'être incapable de faire face à l'insécurité dans le nord et dans le centre du pays, de laisser la part trop belle aux forces françaises dans la gestion du conflit militaro-politique qui prévaut dans le Nord, etc.

Toutes ces diatribes lancées par l'imam Mahmoud Dicko rencontrent un écho favorable au sein de la population, plus particulièrement dans la capitale où plusieurs dizaines de milliers de personnes se rassemblent dans le stade ou sur la place publique pour écouter ses prêches. Il a profité de l'énorme émotion de la population suite au massacre perpétré le 23 mars dernier par des miliciens armés contre le village peul d'Ogossagou. À son appel, entre autres, plusieurs

dizaines de milliers de personnes (30 à 50 000 selon certains observateurs) ont manifesté le vendredi 5 avril dans la capitale. On pouvait lire sur les pancartes des slogans comme: « Stop au génocide de la France au Mali », « Le seul problème du Mali, c'est la France ».

En tout cas les travailleurs, et plus généralement les populations pauvres excédées par la gabegie au sommet du pouvoir, par les détournements de fonds et la dilapidation des deniers

publics par une clique autour du cercle présidentiel, n'ont aucun intérêt à favoriser la montée en puissance d'un imam comme Dicko (ou d'autres), car leur arrivée au pouvoir ne signifiera aucunement un progrès dans quelque domaine que ce soit. On a vu à Tombouctou et dans certaines localités au nord du Mali ce que ces gens-là (ou leurs semblables d'autres tendances) sont capables d'imposer lorsqu'ils parviennent au pouvoir.

Dans la crise actuelle, les

travailleurs ont des choses à dire et à réclamer en tant que classe sociale exploitée. Les enseignants tout dernièrement, le personnel hospitalier, les magistrats, les employés des ministères et d'autres secteurs de l'administration comme celle des territoires, ont montré leur colère contre la dégradation de leur pouvoir d'achat. Leurs grèves avaient secoué le pouvoir jusqu'au sommet. »

Le pouvoir aux travailleurs



La marche du 5 avril contre le Premier ministre.

Iran : Trump envoie ses canonnières

Depuis le début du mois de mai, le gouvernement américain a enchaîné les déclarations suivies de menaces directes contre l'Iran. Le président Trump a commencé par renforcer l'interdiction de commercer avec ce pays. Depuis le 1^{er} mai, les derniers pays qui avaient encore le droit, selon les États-Unis, d'acheter du pétrole iranien ne le peuvent plus.

L'Iran va donc être de plus en plus à court de devises et aura encore plus de difficultés à acheter sur le marché mondial les produits qui lui manquent. Pour la population iranienne, cela va se traduire par une hausse du chômage, une inflation toujours plus rapide, des privations plus sévères.

L'Iran ayant demandé à l'Union européenne de tenir les engagements pris lors de l'accord sur le nucléaire (dénoncé par les seuls États-Unis) et de

l'aider à desserrer un peu l'étau, Trump est monté d'un cran. Invoquant des menaces iraniennes sur des intérêts américains, sans rien citer de précis, il a envoyé le porte-avions *Lincoln* et sa flotte d'accompagnement vers le golfe Persique ainsi que des bombardiers B-52, ceux qui, selon lui, firent merveille du Vietnam à l'Irak.

Dimanche 12 mai, l'Arabie saoudite et les Émirats annonçaient que quatre navires avaient subi des attaques et un sabotage dans

le Golfe. L'affaire semble minime, mais l'exploitation politique a été immédiate, les alliés des États-Unis laissant entendre que l'Iran était impliqué. Le gouvernement américain a encore augmenté la pression en envoyant un nouveau bâtiment de guerre, avec cette fois-ci des Marines prêts à débarquer. Il lui a adjoint une batterie de missiles antimissiles et a laissé entendre qu'il avait 120 000 hommes sur le pied de guerre, prêts à partir à tout moment.

De la part de Trump, il ne s'agit pas seulement de rododromades. Depuis le début de son mandat, il a fait de l'Iran un épouvantail bien pratique. Pour la droite américaine, attaquer ce pays, c'est épouser la querelle de la droite israélienne et les thèses des chrétiens



US NAVY

Un porte-avions américain dans le golfe Persique.

intégristes. C'est aussi, en attaquant un régime islamiste, se dédouaner de l'alliance avec l'Arabie saoudite, dictature encore plus rétrograde que celle des mollahs. C'est encore servir les intérêts à court terme des pétroliers saoudiens et américains, qui se disent capables de fournir le brut que l'Iran ne pourra plus vendre. Mais c'est surtout affirmer, par les armes s'il le faut, que les États-Unis restent le gendarme du monde et qu'aucun pays ne peut lui résister, ni la Corée du Nord, ni le Venezuela, ni l'Iran, ni demain

la Chine. Enfin, mobiliser contre l'Iran, c'est justifier la course aux armements et les profits qu'elle alimente.

Le chœur des démocraties impérialistes, représenté par la réunion des ministres des Affaires étrangères européens du lundi 13 mai, s'est borné à conseiller à l'Iran de plier le genou. Tout au plus ces gens s'inquiètent-ils d'un genre qui pourrait arriver « par accident ». En fait d'accident, il serait bien préparé par l'impérialisme américain et sa politique de la canonnière.

Paul Galois

Chine-USA : les conséquences de la guerre commerciale

Alors que du 8 au 10 mai, Chinois et Américains négociaient à nouveau à Washington sur leurs échanges commerciaux, Trump a annoncé qu'il portait de 10 à 25 % les taxes sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés. En représailles, les dirigeants chinois ont augmenté les droits de douane sur 60 milliards de produits américains entrant dans leur pays.

Trump accuse les dirigeants chinois de subventionner leurs industriels, d'imposer des transferts de technologie aux firmes occidentales qui signent des contrats en Chine et de limiter l'accès au marché chinois des produits américains. Si ces mesures protectionnistes sont bien réelles, elles sont pratiquées par tous les États qui en ont les moyens, à commencer par les États-Unis, pour défendre coûte que coûte leurs capitalistes. Même quand les dirigeants américains se voulaient les champions du libre-échange, dans les

années 1990 ou 2000, ils protégeaient leur marché par de multiples méthodes.

Trump, pour des raisons politiques, lui qui se pose en champion du Made in America, mais aussi parce que la crise économique exacerbe la concurrence et rétrécit les marchés, a choisi de remettre en cause les accords commerciaux avec tous les pays. Si ces annonces de taxes supplémentaires relèvent en partie du bluff pour peser dans les négociations, elles ont des effets bien réels dans une économie mondiale instable. Les déclarations



NORD LITTORAL

Le port de Qindao, en Chine, ancienne concession allemande sous le nom de Tsintao.

du président américain ont immédiatement fait plonger les Bourses asiatiques mais aussi celle de New-York, aggravant la fébrilité des marchés financiers et nourrissant la spéculation. Mais ce sont les classes populaires, en Chine et aux États-Unis, qui en paient déjà le prix fort.

Avec 6 % de croissance officielle de son PIB en 2018, un chiffre surévalué mais le plus bas depuis trente ans, l'économie chinoise connaît un net ralentissement. Les travailleurs sont les premiers touchés. La baisse des exportations chinoises, du fait de la crise générale et des mesures protectionnistes de Trump, provoque des licenciements dans les usines et les grands ports. En 2018 la production a chuté respectivement de 17 et 14 % dans l'automobile et l'électronique. Des dizaines de milliers de travailleurs précaires, les migrants de l'intérieur, sont mis au chômage et doivent retourner dans leurs régions d'origine. Les licenciements touchent aussi des salariés qualifiés d'entreprises américaines installées en Chine, comme le développeur de logiciels

Oracle, qui vient de supprimer 900 emplois.

Aux États-Unis, un conseiller économique de Trump a dû reconnaître récemment que « ce sont les Américains et non pas les Chinois qui paient les taxes sur les importations », au travers de l'augmentation des prix. Sans surprise, les importateurs et les industriels qui paient les surtaxes les répercutent sur les consommateurs. Depuis un an, de multiples produits qui contiennent de l'aluminium ou de l'acier, des canettes de soda aux automobiles, ont vu leur prix flamber. Le protectionnisme ne protège pas les travailleurs : avec la hausse de prix inéluctable puis avec l'aggravation de l'exploitation dans les entreprises au nom de la compétitivité nationale, il les gruge deux fois.

Xavier Lachau

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 199 (mai 2019) :

- Contre le grand capital, le camp des travailleurs
 - Algérie : contre le système, une mobilisation populaire vaste et déterminée
 - Crise climatique : renverser le capitalisme pour offrir un avenir à l'humanité
 - L'école, de Jules Ferry à nos jours : la jeunesse rangée derrière le drapeau de la bourgeoisie
 - Kazakhstan : le tyran passe la main, son clan la garde
 - Fermeture de Ford-Blanquefort et politique de classe
- Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,88 euro.



Procès Balkany : un élu de haut vol

Le couple Balkany, Isabelle et Patrick, et quelques comparses sont poursuivis par la 32^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, spécialisée dans les affaires financières de haut vol. Les époux Balkany auraient soustrait au fisc 13 millions d'euros d'avoirs.

Isabelle Balkany ne veut voir dans l'affaire qu'un anodin « manquement fiscal », qui ne méritait pas de poursuites. Mais, après 36 ans de quasi-impunité, à part une petite condamnation qui obligea Patrick à quitter un temps la mairie de Levallois-Perret, ces poursuites sont peu de choses...

En 1983, Balkany, candidat du RPR gaulliste, s'empara de la mairie de Levallois-Perret en battant le maire sortant, le communiste Parfait Jans. Grâce à sa mère qui possédait une

boutique de lingerie face à l'Élysée et fournissait Claude Pompidou, Patrick avait fait son service militaire à l'Élysée et fréquenté les milieux RPR des Hauts-de-Seine, dont le grand patron était alors Charles Pasqua, homme des coups tordus du RPR. Balkany était proche de Sarkozy qui souffla la mairie de Neuilly à Pasqua qui la convoitait. Une nouvelle génération arrivait ainsi à la tête des Hauts-de-Seine, bénéficiant de puissants alliés avec les industriels du bâtiment, Francis Bouygues en tête.

Lure - Haute-Saône : contre l'expulsion d'une famille

Une famille albanaise installée depuis six ans à Lure en Haute-Saône s'est vu notifier, le 26 avril, une obligation de quitter le territoire français (OQTF) dans les 48 heures, avec interdiction de revenir en France.

Cette mesure a été prise par le préfet de Haute-Saône à l'encontre d'une famille dont le père travaille chez un employeur soucieux de permettre sa régularisation, dont le fils aîné est à quelques semaines de passer le bac et dont la fille a été honorée lors d'un concours d'écriture.

Dès cette notification connue, un mouvement d'indignation et de soutien s'est organisé. D'abord parmi les lycéens des établissements lurons qui ont lancé une pétition relayée très vite par des centaines de personnes et qui continue. Une première manifestation, le 3 mai, devant la sous-préfecture a rassemblé 300 personnes. « À Lure, c'est du jamais vu », a souligné un membre du comité

de soutien. Malgré la rivalité de la préparation d'une compétition cycliste qui bloquait la ville, 180 personnes participaient au deuxième rassemblement le 10 mai. Entre-temps, le tribunal de Besançon confirmait le renvoi de cette famille en Albanie mais en levant l'interdiction de revenir en France d'ici deux ans.

Contre l'avis de tous ceux qui soutiennent cette famille désirant s'installer ici, comité d'entraide, associations, lycéens, enseignants, parents d'élèves, syndicats, élus... le préfet voudrait appliquer servilement cette règle pour les étrangers qui n'ont pas un portefeuille bien garni pour s'offrir un vignoble, un château ou un hôtel.

Correspondant LO



La villa Pamplemousse à Saint-Martin, propriété des Balkany.

Aux uns revenaient les marchés de la construction, aux autres les commissions et dessous de table censés alimenter la caisse du parti, permettant de mener grand train et éventuellement de s'enrichir personnellement.

Ce système a fait la fortune des Balkany qui ont multiplié les biens immobiliers à Giverny, Saint-Martin ou Marrakech. Mais l'origine douteuse des biens nécessite quelques précautions. Pas de blanchiment sans un banquier ou un avocat, dit-on dans ce milieu. Les Balkany, comme d'autres, ont mis en place un système utilisant paradis fiscaux et hommes de paille pour brouiller les pistes.

Tandis qu'il se sucrait

impunément pendant plus de trente ans, le maire de Levallois a transformé une ville populaire en quartier d'affaires et zone résidentielle haut de gamme. Le départ des usines Citroën, du Crédit lyonnais et d'une immense zone industrielle lui a permis d'inviter des patrons résidant à Neuilly à installer leur entreprise à deux pas de chez eux, ce qui a généré une pompe à finances fort efficace. Balkany n'a pas non plus oublié de s'assurer le soutien des électeurs de la ville, dont les couches populaires ont été progressivement expulsées, utilisant l'argent venant de la gestion des parkings pour s'assurer des sympathies.

Ce système a pu perdurer

pendant des années, protégé par la complicité générale du monde politique et médiatique. Aujourd'hui tout de même, les Balkany finissent par être dans la ligne de mire de la justice. Il reste à savoir s'ils seront condamnés. En tout cas, le tribunal ne fera sûrement pas le procès d'un système qui assure au grand patronat que les hommes politiques en place leur réservent les marchés dont ils ont besoin. La prétendue moralisation de la vie politique n'y a rien changé : les grandes entreprises et les plus riches restent les mieux servis.

Jacques Fontenoy



Nos lecteurs écrivent : Pôle emploi et les besoins en main-d'œuvre

Au Pôle emploi où je travaille, nous recevons constamment des enquêtes de toutes sortes au point que nous ne les lisons même plus. Pourtant, la dernière sur les besoins en main-d'œuvre des entreprises pour l'année 2019 mérite d'être commentée.

L'enquête porte sur les métiers les plus recherchés et pour lesquels les employeurs ont des difficultés à recruter. En première position sont tous les métiers dits saisonniers : principalement l'hôtellerie, la restauration et le secteur agricole, puis les métiers de services aux entreprises : les agents d'entretien, les ouvriers non qualifiés, les manutentionnaires et les conducteurs routiers. Enfin viennent tous les métiers de soin et d'accompagnement : les aides à domicile et ménagères ainsi que les aides-soignants.

Pour nous ce n'est ni une surprise ni anormal. Nous sommes dans une région agricole et touristique,

et ces emplois sont synonymes de précarité, de bas salaires, de mauvaises conditions de travail et de chômage récurrent.

Très peu de ces postes sont proposés en CDI. Ce sont des vacations et des CDD courts, et souvent à temps partiel. La plupart sont payés au smic et ne donnent pas toujours droit aux indemnités de précarité. Beaucoup de ces salariés sont embauchés à l'heure. Les ouvriers agricoles par exemple ont des contrats de cinq heures à la journée alors que physiquement ils en font l'équivalent de huit. Les agents d'entretien dans les entreprises ou dans le tourisme travaillent deux heures par ci, deux heures par là avec des coupures et des temps de trajet importants et non rémunérés. Dans l'hôtellerie-restauration, ils travaillent en plus le week-end et le soir, ce qui engendre fatigue, frais (garde d'enfant, obligation d'avoir le permis et un véhicule) et

vie sociale difficile. Et que dire des aides à domicile, qui doivent enchaîner les visites d'une personne à une autre avec des temps d'intervention de plus en plus réduits entraînant un stress permanent.

Comme si cela ne suffisait pas, lorsque ces travailleurs se retrouvent au chômage, s'ils bénéficient d'une allocation, elle est calculée sur le smic et des temps partiels, et ne leur permet pas de payer toutes leurs charges.

Le patronat et le gouvernement se servent de ces chiffres pour nous convaincre qu'il y a du travail, qu'il faut arrêter de se plaindre et se retrousser les manches. Ils n'hésitent pas non plus à faire passer pour des fainéants et des profiteurs d'aide sociale ceux qui ne se jettent pas sur ces emplois difficiles, mal payés et n'offrant aucune perspective.

Carole V.

Ikea : une réorganisation et des attaques redoublées

Le 6 mai, l'enseigne Ikea a ouvert en plein Paris un magasin dit de nouvelle génération, plus petit et qui n'expose qu'une part restreinte des produits du catalogue, tout en proposant des livraisons payantes pour les autres produits.

Ce magasin de la place de la Madeleine est le 34^e en France, mais surtout c'est le premier à ouvrir dans Paris intra-muros. La direction parle d'un « nouveau

chapitre pour l'enseigne, afin d'être plus pratique et accessible pour le plus grand nombre ». En effet ce magasin fait 5 400 m², répartis sur deux niveaux, et non

pas 30 000 à 40 000 m², comme la plupart des autres magasins, et ne cherche pas à retenir ses clients des heures dans un showroom en forme de labyrinthe.

Mais, derrière ces annonces publicitaires, Ikea a surtout pour objectif de réduire considérablement ses coûts. La société a annoncé une restructuration concernant 7 500 postes dans le monde, qui ne se traduit pour le moment que par la suppression de 129 postes RH en France. Mais nul doute que les attaques risquent bien de se succéder, notamment dans le Centre de support client à Evry, la plateforme téléphonique qui assure le service après-vente et dont la direction n'a pas écarté l'idée de le vendre à la sous-traitance.

De fait, toute la stratégie de la direction est de diminuer les coûts internes et d'externaliser les activités qu'elle ne trouve pas directement rentables.

Mais c'est surtout sur le personnel qu'elle compte faire ses principales économies, embauchant allègrement à temps partiel, ne payant pas les heures de formation et imposant la polyvalence, sous le vocable « d'expérience client », à des employés obligés d'occuper tous les postes au gré des besoins.

Ce n'est pourtant pas qu'Ikea fasse des mauvais résultats : son chiffre d'affaires est en forte augmentation dans le monde. En France, il a augmenté de 16% entre 2013 et 2018, passant de 2,43 à 2,83 milliards d'euros, entre autres par l'ouverture de quatre magasins à Clermont-Ferrand, Mulhouse, Bayonne et Orléans, cela alors qu'aucune augmentation d'effectif n'a été constatée au cours de cette période. Les profits ne sont pas en reste, Ikea a même annoncé une « année incroyable » en 2018, avec une augmentation conséquente

de ses ventes et une hausse spectaculaire de fréquentation sur son site internet. En outre, l'entreprise a reçu 68,1 millions d'euros au titre du CICE sur la période allant de 2013 à 2018.

La politique de la direction d'Ikea, comme celle de toutes les enseignes de la grande distribution, consiste à réorganiser ses magasins pour les rendre plus rentables, à utiliser à plein les sites marchands pour pouvoir, dans tous les magasins de son enseigne, surexploiter les salariés et leur imposer des horaires à rallonge et des salaires de plus en plus bas.

Cette politique n'est pas décidée à l'échelle d'un magasin, ni même d'un groupe, mais à l'échelle de toute l'enseigne, c'est-à-dire dans les 367 magasins répartis dans le monde. Autant dire qu'une réponse coordonnée aux attaques de la direction s'impose.

Correspondant LO



Ikea fait sa publicité sur les quais de la Seine en février dernier.

Bar-le-Duc: la mort de trois ouvriers en procès

Il aura fallu attendre huit ans pour que s'ouvre à Bar-le-Duc le procès de l'accident du 1^{er} décembre 2011.

Ce jour-là, à 8h35, entre Loxéville et Willeroncourt dans la Meuse, sur une portion de voie ferrée louée par Alstom et exclusivement réservée aux essais de son matériel roulant, trois ouvriers de l'entreprise, deux salariés et un intérimaire, parmi les neuf qui y travaillaient à ce moment-là, étaient fauchés par un train en essai à 128 km/heure.

Ces travailleurs étaient en train de reballaster un tronçon de voie en courbe, pour des essais à vitesse élevée de nouvelles rames Régiolis commandées par la SNCF.

Évidemment, aucun train n'aurait dû circuler à ce moment-là. Mais l'enquête démontre que les ouvriers qui avaient rejoint le chantier un peu plus tôt le matin n'avaient pas été avertis que, la veille au soir, il avait été décidé d'avancer l'heure prévue de l'essai. Le conducteur de cette rame ne savait pas non plus qu'il y avait une équipe sur la voie.

Le chantier n'était pas signalé ni matérialisé. Il n'y avait pas non plus une équipe d'annonceurs ou de protecteurs placée nettement en amont et en aval

des travaux sur les voies, de façon à alerter de l'arrivée d'un train suffisamment à temps pour que les ouvriers puissent s'éloigner, comme cela était de rigueur sur le réseau ferré SNCF.

Les circonstances de cet accident qui a coûté la vie à trois ouvriers, la sécurité négligée, accusent durement Alstom.

Le procès s'est ouvert lundi 13 mai au tribunal correctionnel de Bar-le-Duc, huit ans et demi après ce drame. Quatre personnes sont poursuivies pour homicides involontaires : l'agent de sécurité au poste de garde, le responsable du poste de contrôle et de commande, le cadre responsable de l'exploitation du site, et un autre détaché pour le compte de CEF SA (Centre d'essai ferroviaire, succursale d'Alstom) qui était en train de prendre la main à la suite d'Alstom Transport. Ces deux sociétés sont aussi poursuivies en tant que personnes morales. Les familles et proches des victimes veulent savoir toute la vérité. Il n'est pas sûr que la responsabilité écrasante d'Alstom soit réellement jugée.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Le train était à l'heure

Je prends régulièrement le train à Pont-sur-Yonne, non loin de Sens, en direction de Paris. Or, depuis le 1^{er} décembre 2017, la gare a fermé, bien que les trains y marquent l'arrêt. Les voyageurs doivent donc prendre leur billet sur une borne installée sur le quai. Cependant, seule la carte bancaire est acceptée comme moyen de paiement.

C'est ainsi qu'un jeune homme qui parlait le français avec difficulté et qui se rendait à la gare de Montereau, à trois stations d'écart, a tenté d'acheter un billet. Ne disposant pas de carte bleue, et n'ayant que de l'argent liquide, acheter un billet lui a donc été impossible.

En pareil cas,

auparavant, il était cependant possible d'acheter un billet dans le train, à condition de se mettre à la recherche du contrôleur. Il est donc monté dans le train, mais les contrôleurs lui ont répondu que le règlement avait changé, et que désormais les voyageurs devaient être munis d'un billet en montant à bord, sous peine d'une amende de 50 euros.

Le « coupable » s'est ainsi retrouvé entouré d'une équipe entière d'agents de la SNCF. L'un des contrôleurs a même prétendu qu'il fraudait, puisqu'il aurait pu acheter un ticket avec des pièces. Je suis intervenu pour défendre le jeune homme, car c'était faux : à la gare de Pont-sur-Yonne, la borne n'accepte

pas l'argent liquide.

Cette attitude de la SNCF, qui considère tous les voyageurs comme des fraudeurs en puissance, ne passe pas. Une des salariées SNCF m'a d'ailleurs fait part de son malaise par rapport à ce nouveau règlement injuste qui les met en porte-à-faux vis-à-vis des voyageurs.

En fin de compte, les contrôleurs ont forcé le jeune voyageur à descendre à la gare de Ville-neuve-la-Guyard, où il y avait, d'après eux, une borne prenant des pièces de monnaie. Ils l'ont donc contraint à attendre deux heures de plus avant d'avoir le train suivant.

Pour une fois que le train était à l'heure !

Didier M.



La gare de Pont-sur-Yonne ouverte, il y a... un siècle.

Fonderies du Poitou: repris, mais méfiants

Après l'annonce de la mise en liquidation judiciaire de chacune des deux entreprises et après avoir tourné pendant six mois au ralenti, les Fonderies du Poitou d'Ingrandes-sur-Vienne, dans l'Indre, ont repris leur activité. Les tribunaux ont validé fin avril la reprise des fonderies Alu et Fonte, désormais regroupées, par le groupe anglo-indien Liberty House.

Ce même groupe de 14 000 salariés a tout récemment acheté Aluminium-Dunkerque et la carrosserie Durisotti près de Lens, entre autres.

Après six mois d'incertitude, les fondeurs ressentent bien sûr un certain soulagement, mais aussi de nombreuses inquiétudes. Certes, l'entreprise continue. Mais c'est au prix de la suppression de plus de 110 postes de travail : 36 à l'Alu et plus de 70 à la Fonte. Si la plupart de ces suppressions d'emplois se font dans le cadre des départs volontaires, il y aura tout de même quelques licenciements secs, auxquels il faut ajouter la suppression, depuis septembre, de plus de 150 postes occupés par des travailleurs intérimaires.

De nombreuses questions restent posées concernant le fonctionnement de l'entreprise, les mutations de personnels de l'Alu à la Fonte. La diversification de la production et la réalité des engagements de Renault (seul donneur d'ordres actuellement) sur les nouvelles

productions promises ainsi que sur des volumes permettant d'assurer l'activité et l'emploi pour les années à venir sont des questions encore en suspens.

Lundi 29 avril, les syndicats ont organisé un rassemblement où se sont retrouvés les travailleurs sur le départ et leurs camarades repris, pour faire le bilan des semaines de négociations. Celles-ci ont été consacrées surtout aux réunions des délégués avec les diverses autorités locales et nationales, au cours desquelles la préoccupation essentielle des partenaires sociaux fut de présenter aux éventuels repreneurs le meilleur visage possible de l'entreprise et de ses travailleurs. Lors du rassemblement, les élus locaux se sont longuement autofélicités de leur rôle durant ces derniers mois, au long desquels ils auraient « mouillé leur chemise » pour les ouvriers.

Inutile de dire que le choix du groupe Liberty de reprendre les Fonderies tient plus à des raisons sonnantes et réverbérantes



Manifestation à Chatellerault en février 2019.

qu'à l'éloquence de ces politiciens ! Voulant servir ses maîtres jusqu'au bout, le député macroniste du secteur a cru bon d'exhorter les travailleurs à faire preuve de souplesse et d'adaptation, pour montrer à Renault qu'ils sont compétitifs. Une sortie certainement prémonitrice de tout ce que ces prétendus amis des travailleurs vont marteler dans les mois à venir.

Ces semaines d'incertitude ont rendu les travailleurs méfiants vis-à-vis des faiseurs de promesses. Le soulagement de ceux qui ont gardé leur emploi n'empêche pas la vigilance et la solidarité pour faire face aux futures attaques patronales. Tous sont échaudés par les épisodes successifs de reprises par des patrons

qui se sont enrichis sur leurs dos depuis quarante ans. Ils n'oublient pas non plus que des dizaines de collègues ne seront plus là, alors que la production doit augmenter. Cela se traduit déjà dans les ateliers par des manques de travailleurs, pour permettre les rotations de postes, et la crainte de ne pas pouvoir poser les congés.

Des réactions, il y en a eu dans le passé, notamment une grève de deux mois en 2011 contre une menace de baisse des salaires au nom, déjà, de la compétitivité. D'autres seront inmanquablement nécessaires : des travailleurs commencent déjà à discuter des salaires, que les anciens patrons ont « oubliés » ces derniers temps.

Correspondant LO

Renault - Flins: il pleut des voitures, danger!

Le 26 avril, à l'usine Renault de Flins, dans les Yvelines, une voiture est tombée du haut de la chaîne suspendue dans le secteur Peinture.

Cette chaîne, composée de balancelles enfermant les véhicules, les transfère pour qu'ils soient peints, soit par des robots soit au pistolet par des travailleurs. Par chance, la balancelle est tombée sur les robots. Après une enquête, la direction et les syndicats, sauf la CGT, ont décidé de lever la procédure de danger grave et

imminent.

Deux semaines plus tard, une autre voiture est à nouveau tombée de la chaîne, heureusement sans dommage pour les travailleurs.

Il est évident que cela ne peut que recommencer et qu'un accident grave est inévitable. Après le premier, la direction a fait la sourde oreille. Elle se contente de réparations à la petite semaine. Le 14 mai, à nouveau, une lourde charge, un palan de 300 kilos, est tombé dans l'atelier du LA, heureusement sans toucher

qui que ce soit. Une nouvelle procédure de danger grave et imminent a été posée.

Réparer vraiment les installations, c'est une

urgence. Poser des rustines sur du matériel défectueux, c'est juste risquer la vie des travailleurs.

Correspondant LO



nombreuses réunions ont également eu lieu, entretenant une ambiance à la grève. Sentant le climat, la direction s'est par deux fois déplacée de nuit pour tenter de désamorcer le mouvement. Son jeu consiste à tenter d'individualiser le problème.

Les travailleurs de l'Outils ont clairement rappelé à la direction que le problème est tout sauf individuel. Lors des trois réunions, ils ont d'ailleurs refusé d'être reçus individuellement. C'est un premier pas.

Correspondant LO

Les outilleurs veulent être payés

Dans la nuit du mardi 30 avril, les travailleurs de l'Outils de nuit, dans l'atelier des Presses, se sont mis en grève contre le blocage total des coefficients dans ce secteur.

Les outilleurs-metteurs au point réparent et entretiennent les outils de presses, les moules, qui

servent à fabriquer les pièces de carrosserie des véhicules pour plusieurs usines. Il y a dix ans, ils étaient tous techniciens. Aujourd'hui, la moitié de l'effectif est P2, P3 et même P1. Cela représente un manque à gagner de 300 à 400 euros mensuels.

Dans les équipes 2x8, de



Dans nos bulletins d'entreprise

My prof is absent

De plus en plus de documents et présentations sont uniquement en anglais. Face aux critiques, la direction répond que Renault fait partie d'un groupe international et que donc, de ce fait, l'anglais est de mise. C'est noté. Maintenant, nous sommes nombreux à ne pas maîtriser l'anglais pour en saisir toutes les subtilités. Donc, de deux choses l'une : soit ils traduisent les documents dans la langue locale où ils sont diffusés, soit la direction nous paie des séjours linguistiques.

Technocentre Renault
Guyancourt

Attention, moteurs... à explosion

Aux Moteurs, la direction a trouvé le moyen de rajouter du travail à un poste de cariste déjà surchargé. Va falloir lui faire comprendre qu'on n'est pas comme un moteur qu'on peut débrider...

Renault-Flins Montage

Bien reçu

En Peinture, vendredi d'il y a deux semaines, un robot de vernis est tombé en panne. Il ne pouvait plus communiquer avec le réseau. En Peinture et au Montage nous n'avons donc pas travaillé le vendredi. Un week-end à rallonge comme on les aime. Finalement, le message est bien passé entre le robot et nous.

Renault-Flins Tôlerie

Debout les damnés de la terre

Le chef de département a fait retirer les chaises en bout de ligne 62. Pour lui, à l'Emboutissage, il n'y a que dans les bureaux qu'on a le droit de s'asseoir?

Renault-Flins Presses

Un poste pour Arnold Schwarzenegger!

Au bâtiment M30, le manipulateur des capots P8 et P1UO au système 2 est mis de côté par les ouvriers, car trop difficile à manipuler. C'est à bout de bras que l'on doit les ranger dans les cadres. Soulever des centaines de capots très lourds, et cela tous les jours, on comprend mieux pourquoi les salles de musculation ne font pas recette.

PSA-Sochaux Ferrage

Congrès CGT : proposer ou lutter ?

Ouvert lundi 13 mai, le 52^e congrès de la CGT devait se tenir toute la semaine, réunissant près d'un millier de délégués.

La presse a beaucoup glosé sur l'affaiblissement de la CGT, qui aurait perdu 40 000 adhérents en trois ans et serait passée derrière la CFDT lors des élections professionnelles.

Mais, alors que le capitalisme en crise généralise la misère et la précarité, les militants ouvriers ne peuvent baser leur perspective sur des succès électoraux et des calculs d'appareil. Ils doivent viser à renverser le rapport de force avec le patronat et le gouvernement. Et, malgré son recul, la CGT reste, et de très loin, le principal syndicat en termes d'influence et de nombre de militants capables de jouer un rôle décisif lors de luttes ouvrières.

C'est pourtant cette nécessité que Philippe Martinez, son secrétaire général, a esquivée, mêlant tout au long de son discours des références aussi bien à la lutte qu'à la négociation. « La contestation ne peut se conjuguer qu'avec propositions », a-t-il répété dans son discours d'ouverture du congrès. Le vocabulaire a un sens. Alors, à qui sont

destinées ces propositions ? Pas aux travailleurs, car on parle alors de revendications, mais évidemment à ceux qui ont le pouvoir : aux patrons et aux gouvernants. Mais la bourgeoisie se moque bien des propositions et autres plans industriels des syndicalistes.

Dans le même registre, dans une interview au Monde précédant l'ouverture du congrès, Martinez affirmait : « Aujourd'hui, comme hier, le rôle d'un syndicat est de négocier à tous les niveaux où cela est possible. Et quand la négociation bloque, il faut créer un rapport de force, dans les entreprises ou dans la rue. Cela a toujours été comme ça. Ce qui change aujourd'hui, c'est que le gouvernement considère que la négociation interprofessionnelle ne sert plus à rien, et renvoie tout dans les entreprises. Il n'y a aucune raison de changer de ligne. "On ne lâche rien !" sera mon mot d'ordre à ce congrès. »

On le voit, même en étant privé au niveau national, Martinez veut encore maintenir la fiction de la



Le 14 mai à Dijon.

négociation comme moyen de défense des travailleurs. Mais la parenthèse d'après-guerre est largement révolue, où le patronat pouvait concéder aux syndicats le fameux grain à moudre, les profits issus de la production étant alors en expansion. Le marasme de l'économie a rendu les profits de la classe capitaliste incompatibles avec l'amélioration ou même le simple maintien du niveau de vie des travailleurs. La devise des capitalistes est maintenant : On ne lâche rien et on reprend tout ce qu'on peut.

Face à cette guerre sociale, menée avec la complicité des gouvernements de droite et de gauche depuis quarante ans, la lutte

n'est certainement pas une option. Il faut au contraire être persuadé que seule une mobilisation déterminée de l'ensemble du monde du travail peut changer le rapport de force et offrir une issue.

Martinez a pu objecter lors de son discours : « On peut crier haut et fort "grève générale", mais posons-nous d'abord et surtout la question de l'absence, dans les actions professionnelles ou interprofessionnelles, d'une partie importante de nos syndiqués. » Évidemment, un tel mouvement ne peut se déclencher sur un claquement de doigts. Les défaites successives pèsent lourd dans la conscience des travailleurs, comme pèsent aussi les trahisons des directions

politiques et syndicales du mouvement ouvrier. Mais le rôle des militants est d'affirmer la nécessité de la lutte de classe et de s'y préparer. Car la brutalité des attaques des capitalistes ne laissera pas d'autre choix et provoquera tôt ou tard la radicalisation des masses populaires. Le mouvement des gilets jaunes en donne un avant-goût.

La classe ouvrière devra se placer à la tête de ces révoltes, leur donner le contenu d'une contestation de la domination du capital sur la société. C'était la perspective des militants qui ont fondé et animé la CGT avant 1914. Elle est d'autant plus valable aujourd'hui.

Christian Bernac

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Algérie : "Une démocratie, pas une caserne!"

Dans toutes les villes d'Algérie, des manifestations d'ampleur ont continué d'exprimer le refus de la « transition démocratique » telle que voudrait l'imposer le chef de l'armée Gaïd Salah.

Le 10 mai, les manifestations ont eu la même ampleur que les vendredis précédents, malgré le soleil de plomb et la soif ressentie en ce mois de ramadan, le mois de jeûne respecté par une grande partie de la population. « Non à une dictature militaire, oui à une République démocratique », « Une démocratie pas une caserne! » « Non à la mascarade électorale de Bensalah et Bedoui », « Gaïd Salah dégage! » ont scandé les manifestants. Le rejet de l'élection présidentielle telle qu'elle doit être organisée le 4 juillet et le départ de Bedoui et Bensalah, le Premier ministre et le

Président par intérim, ont fait l'unanimité dans les manifestations à travers le pays.

Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée, a fait arrêter Saïd Bouteflika, frère de l'ex-président, ainsi que les généraux Mediène et Tartag, hommes tout-puissants du système. Il semble que Gaïd Salah n'ait pas apprécié qu'au lendemain de la démission de Bouteflika, certaines personnalités réunies autour de l'ex-Président Zeroual aient voulu préparer une transition sans lui. Ces arrestations ont pu impressionner mais ont rapidement été perçues comme



Vendredi 10 mai à Mostaganem.

l'expression d'un règlement de comptes entre les différents clans au pouvoir depuis des décennies.

Les trois hommes ont été placés sous mandat de dépôt par le tribunal militaire de Blida, et inculpés pour atteinte à l'autorité de l'armée et complot contre l'autorité de l'État. Des généraux ont été limogés et au

moins deux autres auraient fui le pays de peur d'être arrêtés, ce qui montre que les batailles de clans ont lieu au sein même de l'armée, colonne vertébrale du régime.

Le chef de l'armée tente par tous les moyens d'imposer sa transition, qui consiste en fait à vouloir préserver un système

dont il est un des piliers. Les travailleurs et les classes populaires voient la manœuvre et s'y opposent. Ils continuent de vouloir que « le système dégage » et cherchent le moyen d'y parvenir en maintenant la mobilisation populaire. Dans de nombreuses entreprises privées et publiques des grèves ont éclaté. Contenu de la transition démocratique, revendications salariales, droit de choisir son syndicat et ses délégués, rejet de directions autoritaires, tous les sujets sont mis à l'ordre du jour.

En s'organisant, en élitant leurs représentants, en créant leurs propres comités, les travailleurs peuvent prendre conscience de leur force et du rôle qu'ils ont à jouer, car ce sont eux qui peuvent faire que le Hirak – le mouvement – ouvre de véritables perspectives de changement social et politique.

Leila Wahda

Libération de Louisa Hanoune !

Le 9 mai en Algérie Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs était à son tour arrêtée. Après avoir fait arrêter des grands patrons et des généraux, Gaïd Salah s'attaque ainsi à la responsable d'un parti se réclamant de la défense des travailleurs. Elle est accusée de « complot ayant pour but de porter atteinte à l'autorité du commandant d'une formation militaire » et pour « changer le

régime ».

Louisa Hanoune, qui a été la première femme du monde arabe à se présenter à une élection présidentielle, y avait gagné une popularité parmi les travailleurs. Puis, au nom de la stabilité du pays et de la défense de la nation algérienne, son parti, le PT, a apporté pendant plus de vingt ans son soutien à Bouteflika. C'était malheureusement renoncer à proposer une

politique indépendante à la classe ouvrière algérienne et abandonner l'internationalisme pour le nationalisme.

Mais si les travailleurs d'Algérie peuvent avoir bien des critiques à faire au PT et à Louisa Hanoune, ils ne peuvent que s'opposer à cette arrestation. Le chef de l'armée, qui prend la posture de sauveur du mouvement et de justicier, veut ainsi jouer à l'arbitre qui frappe aussi bien à sa

gauche qu'à sa droite. Il crée un précédent qui vise à intimider tous les militants et derrière eux le monde du travail.

Ce n'est pas à Gaïd Salah, c'est aux travailleurs dans les entreprises, à la population dans les quartiers de discuter démocratiquement et de choisir parmi les différentes politiques qui leur sont proposées. Il faut exiger la libération immédiate de Louisa Hanoune!

L.W.

Migrants : morts pour avoir voulu gagner l'Europe



Rescapés du naufrage au large de la Tunisie.

Dans la nuit du 9 au 10 mai, plus d'une soixantaine de migrants ont péri noyés dans un nouveau naufrage en Méditerranée centrale. C'est le drame de l'immigration le plus meurtrier depuis le début de l'année dans cette zone.

Chassés de chez eux par la misère, les dictatures, les guerres et l'oppression, ces travailleurs ne peuvent se déplacer librement. Pourchassés par la police et la marine des pays riches, ils doivent emprunter des voies illégales pour espérer

trouver en Europe une vie meilleure et tombent ainsi aux mains de mafias de passeurs inhumains.

Les ONG qui leur portent secours, et ont sauvé de la noyade des dizaines de milliers de femmes et d'hommes ces dernières

années, sont en butte aux gouvernements qui leur interdisent ce simple geste humanitaire et ferment leurs ports à ces navires humanitaires.

Le 10 mai, ce sont des pêcheurs tunisiens qui ont réussi à sauver seize personnes. Cela été l'occasion pour le ministre de l'Intérieur italien Salvini, en pleine campagne électorale antimigrants, de menacer d'amendes pouvant aller jusqu'à 5 000 euros par migrant sauvé quiconque les amènerait dans un port italien.

Les autres dirigeants européens ne sont pas en reste. Pendant que Macron et sa tête de liste Loiseau péroreront sur une Europe ouverte, l'Union européenne prévoit de multiplier les effectifs de ses patrouilles antimigrants. Alors que les ONG sont empêchées d'agir, l'agence Frontex passera de

600 agents, plus 1 500 mis à sa disposition par les États, à 10 000 garde-frontières dans quelques années.

La riche Europe capitaliste prévoit ainsi

d'accentuer la chasse aux migrants. C'est une politique criminelle qui a déjà coûté la vie à des dizaines de milliers d'êtres humains.

Lucien Déroit

Samedi 25 mai : Vive la Commune !

Le 18 mars 1871, les travailleurs de Paris prenaient en main la ville et installaient la Commune. Pour assurer toutes les tâches, ils allaient choisir des représentants, élus et révocables, chargés d'agir dans l'intérêt de l'ensemble de la population laborieuse.

Pour les dirigeants de la bourgeoisie réfugiés à Versailles, cet exemple d'un État à bon marché, dirigé par les travailleurs était intolérable. L'armée

fut chargée de les écraser. Cette première expérience de pouvoir ouvrier ne doit pas être oubliée.

Comme chaque année, les Amies et amis de la Commune de Paris appellent à se réunir devant le mur où des Communards furent fusillés. Lutte ouvrière appelle à participer à cette manifestation :

Samedi 25 mai, à 14h30 à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise

rue des Rondeaux, Paris 20^e, métro Gambetta.